

REGLEMENT D'APPLICATION LOCALE DU FONDS DE SOUTIEN A L'ECONOMIE DE PROXIMITE – VOLET ENTREPRISES

Bases légales et réglementaires

- VU le Règlement Général d'Exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;
- VU le Régime cadre exempté n°SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;
- VU le Régime cadre exempté n°SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;
- VU le Régime d'aides exempté n°SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,
- Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01).
- VU le Règlement UE n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,
- VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19 : Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises
- VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),
- VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,
- VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de l'application de la loi NOTRe,
- VU la délibération du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté en date des 25 et 26 juin 2020
- VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 ;
- VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 07 septembre 2020 autorisant le président à signer les conventions PACTE avec le Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté

Contexte d'intervention

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité.

Afin de permettre la reprise de l'activité, la Région et les EPCI ont convenu d'un Pacte régional pour l'économie de proximité dédié à la cible des TPE (Très Petites Entreprises / de 0 à 10 salariés), colonne vertébrale de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté.

Le Fonds Régional des Territoires fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI ayant approuvé les conventions de délégation. Ainsi, la Communauté de communes de Marcigny est autorisée à intervenir en complémentarité des aides et régimes d'aides régionaux et à définir les conditions et les modalités dans lesquelles cette intervention a lieu. L'objectif final est d'aller au plus près des besoins des entreprises du territoire communautaire.

Objet de l'intervention

Contribuer à la relance de l'économie locale en favorisant la pérennité et la transition des entreprises de l'économie de proximité par un soutien à leurs dépenses d'investissement

Nature de l'intervention

Subvention à l'investissement matériel immobilisable et immatériels

Aide à la trésorerie, dans la limite de la perte de chiffre d'affaire n'ayant pas été compensée par le fonds de solidarité national

Financement

Les aides sont attribuées dans la limite du budget inscrit dans la convention et de son avenant n°1 signés avec le Conseil régional Bourgogne Franche-Comté, sous réserve des plafonds des régimes d'aide communautaires applicables

La Communauté de communes se réserve le droit d'augmenter, si besoin, le montant initial de ses participations contractualisées dans la convention avec le Conseil régional Bourgogne Franche-Comté et son avenant n°1.

Il est possible de cumuler les aides au titre du présent règlement avec les différents dispositifs nationaux (fonds de solidarité national) ou régionaux (fonds d'urgence au secteur horticole, fonds d'urgence à l'hébergement touristique, fonds de solidarité territorial,)), sous réserve des régimes d'aide applicables et dans le respect des plafonds d'intervention de ces régimes

Le dispositif est mobilisable jusqu'au 31/12/2021.

Dépenses éligibles

- Charge des remboursements d'emprunt liés à des investissements, pour la partie en capital.
- Investissements matériels immobilisables, immatériels pour des projets individuels ou collectifs ayant pour objet de favoriser :
 - La pérennité des entreprises de l'économie de proximité sur le territoire
 - La réorganisation suite à la crise des modes de production, d'échanges et des usages numériques
 - La valorisation des productions locales et savoir-faire locaux
 - La construction d'une économie locale durable, résiliente et vertueuse
 - L'adaptation et l'atténuation au changement climatique
- Charges courantes de fonctionnement de l'entreprise
- Dépenses de fonctionnement pour des opérations collectives portées par des Unions commerciales et artisanales situées sur le territoire communautaire ou toute autre structure collective située sur le territoire communautaire et concourant au développement économique du territoire communautaire.

Dépenses inéligibles

- Aides à l'immobilier d'entreprise. Elles sont de la compétence exclusive du bloc communal et pourront être complétées le cas échéant par les dispositifs régionaux dédiés en vigueur.

Bénéficiaires

- PME au sens communautaire ayant leur siège sur le territoire de la Communauté de communes de Marcigny ou leur siège social en Bourgogne-Franche-Comté et 1 établissement sur le territoire de la Communauté de communes de Marcigny, et dont l'effectif est compris entre 0 et 10 salariés inclus en Equivalent Temps Plein.

- Sont considérés comme salariés les personnes ayant un contrat à durée déterminée ou indéterminée. Ne sont pas comptés dans l'effectif salarié : dirigeant « assimilé salarié », un dirigeant majoritaire, un apprenti, un conjoint collaborateur.
- Sont exclues les SCI, les entreprises en cours de liquidation, les professions libérales dites réglementées et les entreprises industrielles.

Montant de la subvention

1/ Aide à l'investissement :

- Aide attribuée en fonction de la nature du projet. Le taux d'aide est fixé à 40% de la dépense subventionnable
- L'entreprise doit assurer un autofinancement du projet (sur fonds propres ou emprunt) représentant à minima 20% du montant HT des dépenses éligibles
- Pour être éligible, le projet doit comporter un montant minimum de dépenses de 3 000 € HT. La dépense subventionnable est plafonnée à 5 000 € HT
- Soit une subvention par projet comprise entre 1 200 et 2 000 €
- Aide cumulable, pour les projets individuels seulement, avec les avances remboursables de trésorerie et/ou les aides aux charges de fonctionnement, dans la limite de 10 000 €. Non cumulable avec l'aide à la prise en charge des emprunts.
- Remarque : ces critères s'appliquent également aux actions collectives portées par les UCAI ou toute autre structure collective concourant au développement économique du territoire communautaire (projets d'investissement ou dépenses de fonctionnement).

2/ Aide aux charges des emprunts :

- C'est le capital restant dû au moment de la demande qui sera pris en compte comme base éligible de l'aide dues postérieurement à la date de l'accusé de réception du dossier
- La prise en charge est fixée à 40% du capital restant dû. Montant minimum du capital restant dû éligible : 3 000 € – montant plafonné éligible : 5 000 €
- Soit un montant d'aide comprise entre 1 200 et 2 000 € par demande
- Aide cumulable avec les avances remboursables de trésorerie et/ou l'aide aux charges courantes, dans la limite de 10 000 €. Non cumulable avec l'aide à l'investissement.

3/ Aide aux charges courantes :

- Aide attribuée en priorité aux entreprises éligibles ayant fait l'objet d'une fermeture administrative lors du second confinement.
- Entreprise immatriculée avant le 30/10/2020.
- Aide attribuée selon le classement obtenu par l'entreprise au regard des critères d'éligibilité.
- 1 seule attribution par entreprise.
- Aide cumulable avec les avances remboursables de trésorerie et, dans la limite de 10 000 €, avec l'aide à la prise en charge des emprunts ou l'aide à l'investissement

Procédure d'instruction et de décision

1/ Aide à l'investissement et aide aux charges des emprunts :

- La demande d'aide est à formuler auprès de la Communauté de communes de Marcigny, par mail à l'adresse : economie.ccmarcigny@orange.fr
- Le montage et l'instruction du dossier seront assurés par Initiative Saône-et-Loire, auxquelles la Communauté de communes a confié ces missions
- Une fois le dossier complet :
 - délivrance d'un accusé de réception, qui permettra l'engagement des dépenses

- examen de la demande par le comité d'agrément d'Initiative Saône-et-Loire et la commission « économie/tourisme/culture » de la Communauté de communes
 - formulation d'un avis préalable
- Examen de la demande et décision d'attribution par le conseil communautaire
- Envoi d'une lettre de notification par la Collectivité au bénéficiaire et versement d'un acompte équivalent à :
 - 50% de l'aide accordée pour l'aide à l'investissement
 - 100% de l'aide accordée pour l'aide aux charges des emprunts.
- A l'issue de l'opération d'investissement subventionnée, transmission des pièces justifiant sa bonne réalisation et mise en paiement du solde de la subvention.

2/ Aide aux charges courantes :

- La demande d'aide est à formuler auprès de la Communauté de communes de Marcigny, par mail à l'adresse : economie.ccmarcigny@orange.fr
- Le montage et l'instruction du dossier seront assurés directement par la Communauté de communes.
- Les pièces à fournir par le demandeur sont :
 - Extrait KBIS et RIB de l'entreprise
 - Lettre de demande signée par le chef d'entreprise
 - Attestation de la perte de chiffre d'affaire certifiée. La perte de chiffre d'affaire pour le mois de la demande est à évaluer par rapport à la période de référence définie comme suit :
 - Pour les entreprises avec un exercice clos, la période de référence est le même mois de l'année précédente (si la demande concerne le mois de novembre 2020, la perte à évaluer par rapport à novembre 2019).
 - Pour les entreprises sans exercice clos : la période de référence est la moyenne du chiffre d'affaires des 3 derniers mois entiers d'exercice avant le confinement (soit juillet, août et septembre 2020).
 - Justificatif(s) d'attribution de l'aide / des aides d'urgence pour le mois de la demande
- Une fois le dossier déclaré complet :
 - délivrance d'un accusé de réception
 - examen de la demande par la commission « économie/tourisme/culture » de la Communauté de communes de Marcigny, qui formulera un avis préalable
- Examen de la demande et décision d'attribution par le Conseil communautaire
- Envoi d'une lettre de notification au bénéficiaire et versement de 100% de l'aide accordée.

Autres dispositions

- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. La décision d'attribution est prononcée par le Conseil communautaire, assemblée qui dispose d'un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet à ses axes politiques ou encore les crédits disponibles. De même, les avis du comité de suivi Initiative Saône-et-Loire ou de la commission communautaire « économie/tourisme/culture » n'engagent pas la décision du conseil communautaire.
- Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Communauté de communes de Marcigny et du Conseil régional Bourgogne Franche-Comté dans tout support de communication.
- Le présent règlement d'intervention est applicable dès son approbation et jusqu'au 31/12/2021.
- Pour toutes autres dispositions non prévues dans le présent règlement, il sera fait application des dispositions des règlements régionaux 40.11 « fonds régional des territoires – volet collectivité » et 40.12 « fonds régional des territoires – volet entreprises ».